



démocratie  
& spiritualité

**Nouvelle adresse :**

**21 rue des Malmaisons**

**75013 PARIS**

Tél/Fax : 01 70 22 64 96

email : [info@democratie-spiritualite.org](mailto:info@democratie-spiritualite.org)

site : [www.democratie-spiritualite.org](http://www.democratie-spiritualite.org)

## Lettre n°79 du 30 juin 2009

### *L'agenda*

### *L'éditorial*

- Après les Européennes, encore plus besoin d'un Pacte civique

### *Nouvelles de l'association*

### *Résonances spirituelles*

- Note de lecture de « Juifs et chrétiens face au XXIème siècle », actes d'un colloque qui s'est tenu en novembre 2007 – Albin Michel 2008, *Patrick Boulte*

### *Débats démocratiques*

- Il faut rompre le pacte faustien avec le marché, *Jean-Baptiste de Foucauld*
- Impressions sur le lancement d'un second chapitre après le Pacte écologique, *Jean-Claude Devèze*

### *Démocratie & spiritualité*

- Questionnements après la « Journée des fraternités" du 3 juin, *Martine Bergheaud*

### *Informations diverses*

## *L'agenda*

*A Lyon, dans le cadre de « Dialogues en Humanité » au Parc de la Tête d'or, les 3, 4 et 5 juillet*, nous échangerons autour de plusieurs réflexions conduites dans le cadre du Pacte civique, en particulier :

**Le 4 juillet de 16h à 18h**, *agora* sur le **Pacte civique** et, **à 18h**, *temps de coopération* sur **l'engagement des jeunes dans un échange intergénérationnel**.

## *L'éditorial*

### **Après les Européennes, encore plus besoin d'un pacte civique**

Les animateurs de la liste Europe Ecologie ont su associer le changement écologique et la protection sociale et proposer un « programme de transition entre deux mondes, entre deux modèles de développement, entre deux civilisations ». Cela explique sans doute leur relatif succès, en France d'ailleurs plus qu'en Europe (le nombre de leurs sièges n'a progressé que de 43 à 52 au Parlement européen). S'ils sont arrivés à mobiliser l'opinion sur des finalités politiques qui dépassent la dimension nationale, il leur reste la tâche difficile de dépasser l'écologie politique pour aborder l'ensemble des problèmes politiques, et notamment d'assurer le plein emploi des capacités de tous tout en préservant les équilibres fondamentaux de la planète. Comment y parvenir sans faire converger leurs efforts avec ceux qui cherchent à donner une âme à l'Union Européenne et avec ceux qui s'efforcent de relier Démocratie et Spiritualité, condition indispensable selon nous pour mobiliser plus largement les citoyens français et européens à l'avenir et pour éviter la montée des extrêmes ?

Pour sa part, après le pacte écologique, la *Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme* a ouvert le 13 juin un second chapitre destiné à mettre en valeur les multiples initiatives positives pour protéger et partager, demandant à chacun d'apporter sa contribution. Reste à traduire ce second chapitre sous forme politique (*p. 10*).

La contribution de la société française pour accompagner les mutations en cours et leur donner du sens doit s'inscrire dans un projet politique à promouvoir avec le concours du maximum de citoyens et d'associations et organisations. C'est pourquoi nous proposons de lancer un « Pacte civique » (*voir p. 9 une amorce de présentation du pacte civique*).

A l'exemple de ce qui a été fait le 10 juin à l'invitation du club de Budapest, nous commençons donc à présenter notre vision du Pacte civique. Pour rendre possible l'interpellation des hommes politiques français, puis européens, il s'agit dans un premier temps de travailler à un document croisant thèmes prioritaires et engagements personnels, responsabilités collectives et outils de régulation proposés. Il va être demandé aux ateliers initiés par D&S et aux autres partenaires prêts à s'engager dans la démarche « Pacte civique » de nourrir ce cadre avant de le rendre public.

## *Nouvelles de l'association*

- La dernière version du programme de l'**université d'été 2009** et le bulletin d'inscription sont téléchargeables sur le site... **Il est recommandé de s'inscrire le plus tôt possible pour faciliter l'organisation.**
- La conviviale du 8 juin proposée par l'atelier « Citoyenneté, diversité, laïcité » a replacé la **surdélinquance des jeunes** d'origine maghrébine et subsaharienne dans le cadre plus large de la relégation des immigrés et des personnes issues de l'immigration.
- Un compte-rendu de la soirée "**Fragilités face à la crise économique**" avec Elena Lasida sera publié dans la prochaine lettre.
- **L'atelier 6 du pacte civique** ( expression des personnes confrontées à des situations d'exclusion) a travaillé le 18 juin avec Charles Rojzman qui a présenté sa **thérapie sociale** : « Sortir de la violence par le conflit ».

Il intervient sur les quartiers ou dans les institutions qui partagent une « souffrance commune ». A priori, il ne connaît pas les problèmes et ne prétend proposer des solutions, mais une méthode qui procède en plusieurs étapes :

- Par des exercices pratiques, il amène les gens qui au départ se détestent souvent à « coopérer »
- Les personnes et les groupes sont alors amenées à se reconnaître comme coopérants ; les masques tombent ; les difficultés de chacun s'expriment
- Une certaine « fraternité » s'instaure qui ne gomme nullement les différences de point de vue ni les oppositions, mais qui permet de dépasser les préjugés et les idées toutes faites.
- Les vrais problèmes peuvent alors émerger ; on peut alors discuter de la complexité existante et des véritables contradictions, en abandonnant les fléaux de notre société que constituent la victimisation et la mise en accusation ou la stigmatisation.

Mais le processus est ardu, car après que les informations ont été échangées, trois réactions sont encore possibles : retomber dans la passivité ou l'indifférence, revenir à la violence, discuter et accepter le conflit. *C'est dans ce dernier cas et alors seulement que les gens peuvent accéder à une intelligence collective et réfléchir à des solutions toujours partielles, mais qu'ils sont seuls à pouvoir inventer.*

- **Déménagement de D&S** : à partir du 8 juillet, le bureau de l'association sera transféré de la place de Valois au 21 rue des Malmaisons (Paris 13ème) dans des locaux loués à un Foyer Relais-Accueil. Nous y retrouverons la Vie Nouvelle et d'autres associations avec qui nous cohabitons place de Valois.

## *Résonances spirituelles*

### **Citations du discours de Barack Obama le 4 juin 2009 au Caire**

Le Saint Coran nous dit: " Ô hommes ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entre-connaissiez."

Le Talmud nous dit : " Toute la Torah a pour objectif de promouvoir la paix. "

La Bible nous dit : " Bienheureux les artisans de paix : ils seront appelés fils de Dieu. "

### **Gandhi**

Soyons nous-mêmes le changement que nous voulons pour le monde.

### **Note de lecture de « Juifs et chrétiens face au XXIème siècle », actes d'un colloque qui s'est tenu en novembre 2007 – Albin Michel 2008**

*Patrick Boulte*

Un colloque organisé par l'Amitié judéo-chrétienne de France a eu lieu en novembre 2007 à l'Institut catholique de Paris sous le titre « Juifs et chrétiens face au XXIème siècle ». Ses actes ont été publiés récemment par Albin Michel. Traitant de l'utilité des religions pour le monde contemporain et, accessoirement, de la question de la transformation des religions par le monde contemporain, son thème correspondait parfaitement au domaine auquel s'intéresse D&S. Sans essayer de résumer le contenu des échanges auxquels il a donné lieu entre Gilles Bernheim, Marcel Gauchet et Paul Thibaud, entre autres, nous avons pointé quelques remarques qui nous ont semblé particulièrement pertinentes pour les travaux menés par D&S au sein de son groupe de travail « Démocratie, valeur spirituelle ? ».

Il y est rappelé qu'aujourd'hui, la fonction politique a à assumer, en plus de celle-là, la fonction d'orientation, autrement dit, la fonction de sens, la fonction culturelle, la fonction de continuité. Marcel Gauchet souligne la solitude de l'Etat pour cela auquel revient désormais toute la charge des significations collectives, alors même qu'une idée inadéquate de la laïcité l'empêche de mobiliser ce qu'il y a d'universel dans d'autres appartenances que l'appartenance à la nation, en particulier l'appartenance aux grandes religions.

Il y est souligné l'incapacité du laïcisme à assurer cette fonction

- alors même que chacun peut constater un retour des religions dans l'espace public, « au titre des sources de significations, par rapport aux finalités, dont l'Etat a, de fait, la charge » ;

- alors que, depuis la fin du communisme, le politique ne revendique plus d'être en charge de la solution du problème de l'histoire ;

- alors que, depuis la fin de son affrontement avec les religions, l'Etat n'a plus de levier pour faire valoir sa prééminence en matière d'éducation et pour faire reconnaître avec la citoyenneté qu'il est, lui aussi, porteur d'une valeur transcendante ;

- alors qu'avec l'individualisation, la morale civique, base du républicanisme, a du mal à prévaloir.

Plus généralement, il y est noté l'affaiblissement du politique avec :

- l'identitarisme, comme mode de construction des identités collectives ;
- l'interdiction qui lui est faite de toute allusion aux fins dernières alors même qu'il demeure le lieu de réalisation des fins ultimes dans l'ordre terrestre ;
- le fait que la mondialisation affaiblit les nations, en Europe particulièrement.

A propos de la manière dont les religions jouent ce rôle, Marcel Gauchet note :

- un obstacle : ce qu'il nomme l'« incivisme chrétien », à savoir son inconditionnalité morale qui traduirait un refus de prendre en compte les problèmes aigus de la cité ;
  - la reconnaissance tacite de la contribution des religions sur le terrain de l'éducation ;
  - le décalage des religions par rapport aux attentes collectives en matière anthropologique et leur « décalage par rapport aux données de la conscience contemporaine ».
- Ainsi existerait-il une conscience contemporaine (il parle aussi, plus modestement, de « conceptions ambiantes » pour ce qui toucherait à la famille, à l'amour, à la sexualité, à l'identité sexuelle, à la procréation, à la mort). Les religions, en particulier la religion catholique, n'atteindraient pas cette conscience contemporaine, en raison de leur méconnaissance des changements en cours et de « leur enfermement dans un discours d'un autre âge ». Gauchet oppose la référence à la loi naturelle au fait que « le propre de l'homme, c'est la dénaturation qui lui fait excéder les limites du vivant ».

A mon avis, si la manière dont Gauchet explicite la demande contemporaine en matière anthropologique, laisse amplement le lecteur sur sa faim, en revanche, il convient de prendre très au sérieux la « demande anthropologique » à laquelle il fait allusion. Il convient de continuer à s'interroger sur son contenu et sur la manière des religions d'y répondre, en distinguant bien, pour ces dernières, les obstacles qui tiennent à leur langage, à leur compréhension des questions et à leurs conceptions.

Gauchet rappelle que « l'homme est l'être qui travaille sur lui-même ». Cette affirmation me semble constituer un bon point de départ pour l'effort d'élucidation de la demande anthropologique contemporaine. L'homme a besoin d'outils, non seulement pour effectuer, mais aussi pour valider, son travail sur lui-même. Dans la mesure où elles ont une longue expérience des processus d'humanisation, - quand ce n'est pas le fruit de révélations dont elles sont le réceptacle - et dans la mesure où elles en ont gardé mémoire, les religions sont théoriquement en mesure d'apporter une réponse à cette demande anthropologique. Encore faut-il qu'elles entendent et comprennent l'objet de la demande, qu'elles considèrent celui qui l'exprime, comme sujet et premier auteur de ce travail, sans chercher à se substituer à lui par souci de lui éviter les conséquences fâcheuses de ses tâtonnements, enfin, qu'elles communiquent leur expérience dans le langage de leur interlocuteur, plutôt que dans le leur. Vaste entreprise.

Comme on le voit, cet ouvrage, au titre peu évocateur de son contenu, donne des repères précieux au débat entre les religions et la démocratie. Il pose de bonnes questions aux institutions, suggère à notre association d'intéressantes pistes de réflexion et devrait grandement nous aider à recentrer certains de nos travaux en cours.

## *Débats démocratiques*

### **« Il faut rompre le pacte faustien avec le marché »**

*Interview de JB de Foucauld dans Le nouvel Economiste - n°1479 du 4 au 10 juin 2009 -*

Nous vivons un changement d'époque, un changement d'ère, un basculement comme celui de 1973-1974. A l'époque, j'avais eu le pressentiment que l'on s'engageait durablement dans un monde différent, marqué par le chômage et le sous emploi. De fait, la société (française) n'en n'est jamais vraiment sortie. Aujourd'hui, on sent percer chez certains le désir de repartir comme avant, comme s'il ne s'était rien passé.

Grave illusion. La situation actuelle résulte de l'agrégation de plusieurs crises sous jacentes qui cheminaient insidieusement de façon séparées et qui ont surgi simultanément donnant un caractère systémique exceptionnel aux événements. Les voix pertinentes qui pointaient les risques avant la crise n'ont pourtant pas manqué. Mais elles étaient sans doute trop douces ou aimables et n'ont pas été entendues. La dimension globale de la crise va nous pousser, sans échappatoire possible, à penser global. Jusqu'ici la globalisation économique et financière s'est opérée en laissant de côté le domaine social et politique, et en ignorant les dimensions éthiques et spirituelles. La crise nous oblige à passer d'une globalisation simplifiée et simplificatrice, donc réductrice, à une vraie globalisation, à une globalisation vraiment globale, qui suppose de retrouver le sens de la totalité: La prise en compte « du tout » n'est pas la simple addition des parties.

#### **Les effets de la crise**

Cette crise a des effets aggravants mais elle peut aussi accélérer les prises de conscience. Elle a déjà rendu possibles des attitudes que l'on pensait inconcevables comme par exemple la mise en cause concrète des hautes rémunérations excessives et injustifiées. De même, la crise a remis sur le devant la question du partage du travail – via par exemple le développement du chômage partiel, évidemment préférable aux licenciements secs. Cela montre que les esprits peuvent évoluer. Il n'y a cependant rien d'automatique et il reste beaucoup à faire. Je regrette qu'on n'aille pas plus loin en remettant en cause par exemple les exonérations de charges sociales des heures supplémentaires. Les appels à l'entraide et à la solidarité demeurent étonnamment faibles. La voix des chômeurs dans les débats publics et leur représentation dans la société, dans ou à côté des syndicats, reste mal prise en compte. Cette fonction d'écoute n'est pas remplie. Je rêve aujourd'hui d'un appel où on dirait à tout le monde « *faites quelque chose pour les personnes au chômage autour de vous, invitez-les à dîner, prenez du temps pour les écouter, essayez de réfléchir avec eux à leur recherche. Ecoutez au lieu de juger. Et puis, si vous voulez en faire plus, rejoignez les associations qui, concrètement, aident des chômeurs* ». Cela peut faire boy-scout mais j'assume. L'entraide organisée qui permet à chaque citoyen de s'investir personnellement dans l'action pour l'emploi est possible, c'est l'essence même de l'association Solidarités nouvelles contre le chômage née il y a 25 ans<sup>1</sup>. Elle repose sur la constitution de groupes de solidarité. Ceux qui y participent donnent temps et argent à la mesure de leurs capacités pour accompagner des demandeurs d'emploi et si besoin créer des emplois pour eux. L'expérience a montré que, pour aider

---

<sup>1</sup> [www.snc.asso.fr](http://www.snc.asso.fr)

efficacement, il faut sortir de l'individualisme et se regrouper. Créer du lien. C'est pourquoi, nos aidants fonctionnent systématiquement en binôme

### **Le modèle français**

La France n'a, à aucun moment, trouvé la voie du retour au plein emploi. Elle patine entre le refus du modèle libéral, avec ses injustices, ses inégalités, avec son choix de la quantité plutôt que la qualité – la dérégulation facilite la création d'emplois certes mais mal payés et précaires – et le rêve du modèle nordique qui pour s'appliquer implique des vertus civiques et collectives qui ne sont pas notre point fort. Résultat : nous n'avancions pas et le soi-disant modèle français affiche, sur ce point, de piètres performances. Nous rêvons du modèle suédois avec l'individualisme français et les impôts américains! Une façon de ne pas choisir. Ma conviction est que le retour au plein emploi de qualité est possible, mais qu'il a un coût et que nous n'avons pas été capables jusqu'à présent d'en accepter le prix. Je plaide par exemple pour une assurance chômage universalisée qui bénéficie à tous, y compris les créateurs d'entreprises, et soit financée par tous, c'est-à-dire incluant des cotisations chômage sur les traitements des fonctionnaires même si ces derniers sont protégés de ce risque de par leur statut. L'appréhension du problème de l'emploi tend malgré tout à s'améliorer. On commence à mieux comprendre l'importance du soutien à l'initiative sous toutes ses formes. De même les régulations salariales s'améliorent en demandant moins au salaire minimum et plus à la négociation et en modulant les salaires en fonction du résultat. Le service public unifié de l'emploi devrait améliorer peu à peu ses prestations. Face à la progression fulgurante du chômage du fait de la récession, il faut cependant aller plus loin: taxer la recherche de taux de rentabilité exagérés, soutenir l'économie sociale et solidaire, mettre à disposition des opérateurs un volume stable et prévisible de contrats aidés, donner aux demandeurs d'emploi une priorité d'accès à la formation, étendre aux cotisations d'assurance-chômage et de retraites complémentaires les allègements de charges sur les bas salaires, ouvrir aux jeunes en difficulté qui s'engagent dans un parcours vers l'emploi l'équivalent des bourses étudiantes ou du RSA (un capital insertion et formation), etc.

### **La responsabilité du politique**

Cette crise a fait éclater cette vérité oubliée : le système de marché ne peut pas fonctionner sans un bon système de redistribution. La technique des subprimes mise en place pour suppléer la faiblesse des revenus d'activité ou des aides au logement s'est révélée désastreuse en créant du mauvais endettement. On ne peut pas demander à la finance de faire le travail d'un système redistributif.

Les autorités politiques doivent définir la juste part de la redistribution. Cette dernière ne doit être ni trop lourde - pour ne pas empêcher la créativité - ni trop légère pour ne pas laisser les gens livrés à eux-mêmes face au marché. Le problème américain, c'est l'insuffisance du système redistributif, mais le système européen, plus robuste, doit trouver quant à lui le bon niveau de redistribution qui ne gêne pas le développement de la production. On ne peut plus produire sans penser à redistribuer, ni redistribuer sans penser à produire les conditions de cette redistribution.

Dans des économies matures et tertiarisées comme les nôtres, le surplus à distribuer chaque année tourne en moyenne entre 1% et 2%. Nous gardons en tête les références des "Trente Glorieuses" tant en termes d'activité que de consommation, deux à trois fois plus élevés. Ces rythmes de croissance ne sont plus là. L'un des problèmes majeurs de la société occidentale moderne, c'est que les désirs exprimés et validés sont supérieurs aux moyens de les satisfaire.

Les 2 % d'accroissement annuel de richesse sont largement absorbés par l'accroissement mécanique de la protection sociale (les dépenses de santé, notamment, croissent structurellement plus vite que le PIB). A cela s'ajoutent désormais les dépenses quasi incontournables liées aux nouveaux standards de vie, souvent à forte composante technologique (portables, Internet) qui pèsent fortement sur les bas revenus.

### **L'écologie**

La question de la redistribution va donc revenir en force, et cela d'autant plus que l'on se heurte aussi à la limite écologique, qui pèse elle aussi sur les plus faibles. Il va falloir faire preuve d'imagination. Un exemple ? Les droits à polluer, les permis d'émission, qu'il faut réduire peu à peu. Ne conviendrait-il pas les distribuer par tête d'habitant au niveau mondial plutôt que d'attribuer le plus de droits aux pays les plus riches qui sont les plus gros pollueurs ? Pourquoi ne pas réfléchir à instituer un compteur individuel d'émission de CO<sub>2</sub> ? Un tel outil permettrait de se rendre compte d'un fait rarement mis en avant : les plus économes en production de CO<sub>2</sub> sont les pauvres et non pas les riches. Cette vision justifierait que les riches rachètent leurs droits pour couvrir leur production supérieure de CO<sub>2</sub> alors qu'actuellement, le système fonctionne à rebours. Il ne faut pas se voiler la face : besoin social et besoin écologique ne sont pas forcément compatibles. Ils peuvent même être antinomiques. Plus on utilise des ressources publiques pour alléger les contraintes écologiques, moins il y a d'argent disponible pour les besoins sociaux. Or le développement durable, dans sa définition canonique, celle de madame Bründtland, c'est la satisfaction des besoins des générations actuelles sans sacrifier les besoins des générations futures. Trop souvent le développement durable est réduit aux questions d'environnement. On se projette dans le futur mais en faisant l'impasse sur les difficultés de ceux qui vivent dans le présent.

### **Conception de la richesse**

Tout le système fonctionne pour alimenter les désirs au-delà des possibilités de les satisfaire. Cela génère un besoin d'argent, donc de profit, et de rentabilité toujours plus élevé. Avec au final une bataille entre les acteurs pour se répartir le surplus. Un jeu avec quelques gagnants et pas mal de perdants, où les surprofits des uns font l'exclusion des autres. La question de la sobriété va désormais s'imposer à nous. Il est de notre devoir d'inventer un nouveau concept de richesse. Pour ma part, je développe l'idée "*d'abondance frugale*". Un oxymore pour souligner qu'on ne peut pas disposer de toutes les abondances en même temps. Il faut être plus sobre pour que le superflu des uns soit redistribué, selon des formules à imaginer, pour que chacun accède à l'essentiel. Ces dernières décennies, les désirs étaient en crue. Ils doivent rentrer dans le lit de la rivière pour que la rivière coule mieux.

La sobriété, c'est la morale de l'essentiel. Chacun a besoin d'un certain luxe, mais ce luxe n'est pas le même pour tous. L'un a besoin de silence, l'autre de musique, le troisième de voyages, etc. Cela fait partie de l'abondance légitime à laquelle chacun devrait avoir droit. Ce qui n'est pas possible, c'est de vouloir tous les luxes à la fois pour soi. C'est une question de justice dans un monde aux ressources limitées.

Cette société de sobriété solidaire ne doit pas être une société triste, mais une société dans laquelle on vit mieux. Cette société doit donc être créative, mais la créativité doit être au service du sens. Le non-sens s'est beaucoup développé dans la société. Dans leur travail, beaucoup de gens sont obligés de faire des choses qui les mettent mal à l'aise avec eux-mêmes. Ils agissent un peu à contrecœur parce qu'il y a la concurrence, la carrière, les besoins d'argent. Et puis s'ils se retrouvent au chômage, alors, tout d'un coup, leur vie perd son sens. La panne de sens ! Voilà une autre question fondamentale que pose cette crise. Il nous faut

rompre avec le pacte faustien que nous avons passé avec le marché en nous remettant à lui pour créer la richesse. Ce pilotage automatique, selon l'expression de Stéphane Rozès, ne fonctionne plus. Il nous faut réapprendre à gérer, à affiner les mécanismes, à fabriquer de l'humain. Cela passe par une redéfinition des objectifs que la société s'assigne. On était en train de devenir inhumain. La crise nous oblige à retrouver l'humain.

### **Pour un "Pacte civique"**

Il faut poser l'équivalence entre les besoins : matériels, relationnels et spirituels. Cela passe par une nouvelle articulation entre le temps professionnel, le temps relationnel et le temps intérieur. Il faut se donner pour objectif une société du travail à temps choisi dans le cadre de parcours professionnels sécurisés et dans un environnement sain et protégé. Le temps de travail choisi, c'est le levier de la sobriété et du sens. Il est essentiel pour mettre en oeuvre les deux grands principes fondamentaux qui pourraient nous guider : plus de sobriété pour plus de justice et plus de créativité pour plus de sens. La créativité mise au service du seul argent se fourvoie vite. On l'a vu quand la finance a essayé de gagner plus sans se préoccuper de produire plus.

Faire une campagne électorale en mettant en avant la sobriété, alors qu'il y a tant de gens qui ont du mal à boucler leur fin de mois, voilà qui est bien lourd pour le système politique. La société civile doit donc aider celui-ci à faire cette mutation et à populariser ces valeurs et principes d'action, ces deux couples sobriété/justice et créativité/sens. Avec mes amis de "Démocratie et Spiritualité", de "Vie Nouvelle" et un ensemble d'autres associations, nous réfléchissons aux termes d'un Pacte civique qui pourrait compléter utilement le pacte écologique tel qu'a pu l'élaborer Nicolas Hulot.

Un chantier à plusieurs entrées : comment améliorer la qualité du débat démocratique pour que le moins-disant ne soit pas le plus défavorisé ? Comment retrouver une maîtrise citoyenne de l'économie, permettre à chacun d'être maître de son rapport à la richesse et au temps ? Toute personne au cours de sa vie active ne devrait elle pas s'accorder une pause ? Pour ma part, j'ai travaillé plus de trois ans à mi-temps, à mi-salaire, et cette période a été très productive.

Nous travaillons également sur l'institution d'un service civique universel, obligatoire et intergénérationnel, de l'ordre de trois à six mois. Et bien entendu, nous réfléchissons à une laïcité adaptée à la société multiculturelle qui est désormais la nôtre et à une réévaluation des valeurs démocratiques.

Le projet transcendant de la démocratie est de reconnaître à chacun de ses membres l'éminence de sa dignité, ce qui suppose de lui donner la possibilité de donner le meilleur de lui-même. Cela implique une attention à l'autre qui requiert une certaine capacité spirituelle. Les religions qui ont cette disposition d'esprit ont aussi des tendances autoritaires. Le climat démocratique les oblige à se tempérer. Donc il y a une fécondation mutuelle à susciter entre démocratie et spiritualité. C'est à mon avis une condition de réalisation du projet démocratique dans ce qu'il a de plus ambitieux. Et notamment de la reconnaissance de la capacité de participation des plus fragiles. Étant admis que la reconnaissance implique non seulement des droits et des contrepoids, mais aussi des sentiments et de l'estime.

### **L'engagement**

Le type d'engagement proposé à Solidarités nouvelles face au chômage équivaut à deux heures par semaine, ce qui n'est pas négligeable, sans être écrasant. Des jeunes déjà bien engagés dans la vie active donnent ainsi de leur temps en investissant leurs compétences dans une action qui a vraiment du sens. Je ne suis pas pessimiste. Il y a dans la société civile une

générosité foisonnante mais qui, du fait de son individualisme et de sa désidéologisation, peine à s'organiser et à être entendue dans le débat public. Il faudrait créer du collectif et forger des concepts nouveaux et rassembleurs : "Le bonheur autrement"? "La réalisation de soi" ? L'élévation plutôt que l'excitation ?

La crise est l'occasion de cristalliser des éléments de changements souterrains. Reste à élaborer le plan d'ensemble et à forger le consensus autour de cette sobriété créative et solidaire. Faute de quoi nous irons vers une violente conflictualité et une société véritablement ingouvernable. Rien n'est joué, ni gagné. La responsabilité des acteurs politiques est d'expliquer, d'indiquer la voie à suivre, d'appeler à la mobilisation. En France, nous débattons beaucoup trop des moyens mais pas assez des finalités. Ce biais tient en partie je pense à la formation suivie par l'élite. A l'ENA, la démonstration rationnelle est privilégiée aux dépens de la capacité à convaincre et à entraîner, ce qui aboutit à contourner la discussion la plus essentielle, celle qui porte sur les finalités. Les Allemands me semblent plus aptes à dire ce qu'ils font, comment et pourquoi. La France est capable de changer, mais le programme est chargé : il s'agit ni plus ni moins de réconcilier le social, l'écologique, l'économique et l'éthique, voire le spirituel. Pour y parvenir, on a besoin plus que jamais d'une réflexion qui unifie le Tout. Tant que cette vision du tout ne sera pas trouvée et donnée, les parties ne bougeront pas ou alors très difficilement. L'intérêt général ne doit pas mépriser les intérêts catégoriels, mais les intérêts catégoriels doivent aussi se penser en fonction de l'intérêt de tous, un bien commun clairement formulé dans lequel chacun puisse se reconnaître et se projeter.

## **Impressions sur le lancement d'un second chapitre après le Pacte écologique**

*Jean-Claude Devèze*

La **Fondation Nicolas Hulot** pour la nature et l'homme (FNH) a lancé le 13 juin Evolution : chapitre 2, pour faire suite au Pacte écologique. Reconnaissant que le problème de notre planète n'est pas seulement écologique, la fondation cherche à mobiliser plus largement autour du slogan « **Osons un nouveau monde** ».

Elle se propose de faire connaître des initiatives pour "évoluer autrement", pour "évoluer vraiment". Elle appelle ainsi chacun à devenir éco-reporter pour faire connaître des expériences, qu'elle contribuera à valoriser et entre lesquelles elle établira des passerelles.

Cette réunion de lancement a été une **réussite** sous plusieurs aspects :

- La qualité du trio (Nicolas Hulot, Edgar Morin, Patrick Viveret) qui a présenté sans langue de bois, ni démagogie<sup>2</sup> la nouvelle donne des problèmes que l'humanité doit affronter.
- La reconnaissance que la protection de la planète ne peut se faire sans partager « pour ne pas résoudre les problèmes écologiques sur le dos de la pauvreté ».
- La volonté de mettre en valeur les éléments porteurs d'espoir (approche positive s'appuyant sur *Reporters d'espoirs*, à la différence du film de Yann Arthus-Bertrand aux tonalités pessimistes) et d'encourager la créativité.

Par contre le participant en sortait **sans vision claire sur plusieurs points importants** :

---

<sup>2</sup> Un agronome peut toutefois trouver un peu rapide la façon dont N. Hulot présente le problème des sols africains !

- Il me semble insuffisant de se contenter de jouer le rôle de caisse de résonance pour faire connaître des initiatives. Et après ?
- La dimension politique de cette seconde phase ne transparait pas clairement, alors qu'elle sous-tendait la première. On était à 6 jours après la percée électorale d'Europe Ecologie !
- La dimension européenne est absente de la démarche (juste une allusion à la conférence de Copenhague).

Par rapport au pacte civique, dont il n'a pas été question, il faut noter **plusieurs éléments positifs** :

- De nombreux thèmes communs avec notre démarche : l'espérance, la solidarité<sup>3</sup>, la frugalité<sup>4</sup>, le bonheur autrement, l'utopie, l'importance de donner du sens ...
- L'importance donnée à la dimension culturelle de la crise de nos sociétés.
- Un appel à des engagements à la fois personnels et collectifs et la mise en exergue des interactions TP-TS, en ligne avec nos premiers documents.
- L'indispensable métamorphose de nos sociétés doit se traduire dans un nouveau projet de civilisation.

En conclusion, cette séance vivante de lancement du second chapitre doit nous conduire à débattre avec la FNH de la façon de faire converger nos démarches, la leur déjà bien outillée, mais aux finalités à préciser, la nôtre encore balbutiante, moins liée à la finalité écologique, mais plus ambitieuse sur le plan existentiel.

## *Démocratie & spiritualité*

### **Questionnements après nos échanges à la «Journée des fraternités"du 3 juin** *Compte rendu de Martine Begheaud*

*Le 3 juin une dizaine de membres de D&S et de sympathisants se sont réunis pour faire le point sur ce qu'on appelle communément fraternité. Il en est résulté un questionnement qui peut nous aider à faire le point sur la façon dont nous vivons la vie de groupe en tension avec nos aspirations personnelles, spirituelles et fraternelles.*

#### **Fraternité ou groupe fraternel ?**

René Chauvin pense que c'est un abus de langage. La fraternité est un lieu de retrouvailles avec "un maître" commun.

*Nommer autrement?* Groupes de partage, de rencontre, de parole ?

Car justement, ajoute René c'est parce qu'il n'y a pas de référence commune religieuse que le groupe permet de se poser des questions qui, pour lui, se résoudre dans d'autres lieux. Pour d'autres le mot convient bien.

Le groupe de Grenoble ne semble pas non plus se retrouver dans ce mot.

---

<sup>3</sup> Vision limitée aux solidarités dans le temps, dans l'espace, par rapport au vivant.

<sup>4</sup> Une citation de JB de Foucauld était présentée parmi d'autres dans le montage projeté avant la manifestation.

### **Un dénominateur commun au niveau du cadre ?**

Les groupes ont des fonctionnements différents (fréquence, durée, repas ou pas de repas, parole en "je", ordre du jour ou pas, compte rendu ou pas, animateur...). Les fonctionnements, les contenus, les expressions ont évolué dans chaque groupe au fil des réunions. Il paraît nécessaire de se mettre d'accord sur un dénominateur commun au niveau du cadrage. Jacques de Saint Martin propose les référents élaborés dans sa fraternité qu'il va nous envoyer (s'y référer à l'avenir). Chaque fraternité pourrait faire parvenir aux autres son cadrage. Henri-Jack note que chaque fois que les règles établies n'ont pas été respectées, il y a eu "problème". *Alors quel dénominateur commun?*

### **Intégration de nouvelles personnes**

D'abord un problème de nombre. Une fraternité fonctionne avec quatre personnes, ce qui semble trop peu. Le petit nombre est ennuyeux lorsqu'il y a un absent. Comment intégrer une nouvelle personne sans lui donner un minimum d'éléments sur les intentions du groupe afin que cette personne puisse avoir une représentation possible de ce qui se passe? Ecrire quelques lignes qui pourraient être présentées à un nouvel arrivant potentiel paraît nécessaire. Comme une sorte de tract qui présenterait les intentions. Une manière aussi d'élargir le groupe, d'en créer d'autres, de réfléchir sur la manière de concevoir le groupe. *L'écrire, le faire parvenir aux autres groupes ?*

### **Quelle filiation avec D et S?**

Nous sommes d'accord pour dire qu'il n'est pas nécessaire que les participants à une fraternité adhèrent à DS, mais par contre qu'ils ne soient pas en désaccord et même avec un minimum de résonances aux questionnements de D&S. Attention à ne pas intégrer des membres qui soient en complète contradiction avec la charte. Anne fait remarquer que l'expérience d'un groupe de fraternité peut être un "marche pied" pour adhérer à D&S.

Il y a une attente du bureau pour que les fraternités puissent interpeller D&S sur ses questionnements, ses réflexions. Comment cela peut-il être possible? *Quels types de renvois les fraternités peuvent-elles faire ?* Sous quelle forme? Dans quelle mesure les fraternités ont-elles à interpeller les politiques sur les stratégies du Pacte civique? Les fraternités peuvent-elles aussi être un "réservoir de témoignages sur le "comment" leurs participants vivent la démocratie dans leur lieu de vie ? (Gilles)

### **Est-il souhaitable de réinstaurer des liens entre les groupes?**

Tous ceux qui ont participé à des fraternités pensent que les moments vécus à Grenoble, à Chalo Saint Marc et Kingersheim ont été très enrichissants. *Renouveler ces moments? Quand ? Comment ?* Une occasion aussi pour retrouver le groupe de Grenoble ou d'autres groupes qui se créeraient en province ?

Plusieurs groupes fonctionnent sur des bases proches et qui s'appellent ou non fraternités, Martine rappelle que Didier Minot fait fonctionner des fraternités à Récit. Le groupe "femmes" était-il un groupe de fraternité ? Qui serait intéressé pour réfléchir sur ces groupes ? Peut-être avec des membres qui participent à d'autres espaces de rencontre proche de la manière dont nous fonctionnons.

## **Le compagnonnage ?**

*Une autre forme ou une forme à créer à l'intérieur d'une fraternité ? En dehors de la fraternité ? Sachant qu'il est plus facile d'avoir une relation avec quelqu'un qu'on a déjà "pratiqué" dans un groupe. Mais quel contenu au compagnonnage ? Correction fraternelle réciproque ? Écoute ? Échange dans un projet de vie en relation au "et" de D&S ?*

## ***Informations diverses***

- **Prochaine lettre** en septembre après l'université d'été.
- Parution chez Fayard du livre « **De Gauche ?** », sous la direction de Alain Caillé et Roger Sue, *Fayard*, avec une contribution de Jean-Baptiste de Foucauld sur *Spiritualité*.